

L'ETAT ET LA QUESTION DE LA SECURITE AU MOYEN-ORIENT
CONTEMPORAIN: UNE LECTURE SELON LE REALISME
ET LE CONSTRUCTIVISME

THE STATE AND THE QUESTION OF SECURITY
IN THE CONTEMPORARY MIDDLE EAST:
A READING ACCORDING TO REALISM
AND CONSTRUCTIVISM

Marius Lazăr*, Ecaterina Mațoi**

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2019.1.03

Published Online: 2019-07-01

Published Print: 2019-07-15

Abstract

Our study aims at providing an insight into a few specific ways to understand and analyze state and security issues in the Middle East and North Africa region from the perspective of realism and constructivism. These two classic paradigms of International Relations and Security Studies, despite having a limited epistemological

* Marius LAZĂR est maître de conférences au Département d'Etudes Internationales et Histoire Contemporaine, Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie, où il enseigne l'histoire et la géopolitique du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Asie Centrale et du Sud. Il a effectué plusieurs stages de recherche et mobilités professionnelles en France, Egypte, Maroc, Tunisie, Algérie, Liban.
Email: ilmarius@yahoo.com

** Ecaterina MAȚOI est maître-assistant à l'Université Nationale de Défense „Carol I” de Bucarest, Roumanie, où elle enseigne la langue et la culture arabe. Elle est docteur en Etudes Moyen-Orientales à l'Université de Bâle, Suisse, et auteur de plusieurs ouvrages et recherches sur le Moyen-Orient contemporain.
Email: ecaterina.cepoi@gmail.com

dimension, offer nevertheless the capacity to support in capturing the morphology and the stakes of security situations in a region recognized as hardly permeable to exclusively theoretical analyses.

Key-words: Middle East, state, security, realism, constructivism

Résumé

Notre étude se propose d'offrir un regard sur quelques manières spécifiques pour comprendre et analyser la question de l'Etat et de la sécurité dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, du point de vue du réalisme et du constructivisme. Ces deux paradigmes classiques des Relations Internationales et des Etudes de Sécurité, même si elles ont une portée épistémologique limitée, ont toutefois la capacité de nous aider à saisir la morphologie et les enjeux des situations sécuritaires dans une région réputée d'être difficilement perméable aux démarches purement théoriques.

Mots-clés: Moyen-Orient, Etat, sécurité, réalisme, constructivisme

Introduction

La région du Moyen-Orient a été assez peu présente comme sujet de recherche dans le champ des Relations Internationales et, plus particulièrement, dans le nouveau domaine des Etudes de Sécurité, malgré les conflits et l'insécurité qui ont depuis longtemps fait partie intégrante de ses réalités géopolitiques, sociales et humaines. La domination du champ scientifique par des théoriciens et des analystes adeptes d'une perspective plutôt euro-centriste – et puis américano-centriste, a modelé les cadres épistémologiques et conceptuels des principaux paradigmes, précisément à partir des expériences historiques et des traditions politiques de l'espace occidental. Les relations internationales et la problématique de la sécurité étaient vues de la perspective de l'Etat-nation: la sécurité concernait tout d'abord sa protection et sa défense face aux menaces externes – militaires, avant tout, de la part des autres Etats. Ce paradigme réaliste (Hans Morgenthau, Edward Carr) et puis néoréaliste (Kenneth Waltz, Stephen Walt), structuré par une vision westphalienne du champ politique international et des relations internationales, a longtemps dominé les

analyses et la littérature de spécialité. Il a été surtout le produit de l'influence du climat de la Guerre Froide, car ses concepts essentiels: la dimension structurellement anarchique du système international, la mise en place des politiques de sécurité des Etats comme réaction face aux menaces externes, la recherche d'un équilibre des pouvoirs par le moyen des alliances politiques et militaires, tous ont été vus comme offrant la lecture et la compréhension la plus appropriée aux phénomènes et aux dynamiques internationales. Pendant la Guerre Froide, la tendance prédominante était celle de définir la problématique des stratégies sécuritaires et des interactions internationales au Tiers-Monde dans la perspective des rivalités des grands pouvoirs; dans une certaine manière, les tensions et les conflits de ces régions étaient vues comme une projection locale des tensions entre les deux blocs de la Guerre Froide ou, du moins, comme une interaction entre Etats, conformément à une perspective réaliste.

Toutefois, cette démarche centrée sur l'Etat a montré ses limites explicatives pour la compréhension des situations et des conditionnements très complexes qui caractérisent les interactions dans l'intérieur des systèmes régionales du Tiers Monde, surtout au Moyen-Orient. La plupart des Etats-nations qui s'y trouvent ont une histoire très récente et ils sont, dans une certaine mesure, le résultat des décisions ou des interférences des grandes puissances européennes. Leur structuration identitaire et institutionnelle a été un processus difficile, traversé par des moments souvent violents: révolutions et coups d'Etat, tensions inter- et intra-communautaires, l'installation des régimes autocratiques, qui cherchent à instituer la cohésion et la sécurité de l'Etat et de la société, soit par l'appel aux différentes idéologies à portée collective (nationalisme, religion), soit par la mise en place des systèmes de contrôle et de répression. Les multiples causalités qui interviennent dans la structuration des interactions internationales au Moyen-Orient ne peuvent être donc pas comprises et analysées que partiellement par les catégories épistémiques du paradigme réaliste. Même s'il reste un acteur central, l'Etat n'est pas le seul qui participe aux champs des relations internationales: elles sont conditionnées par de nombreux autres acteurs, au niveau sous- et supra-étatique. À partir des années 1960-1970, dans le contexte de l'émergence des études postcoloniales, les analyses sur le Tiers Monde cherchent à prendre en considération l'altérité de ses traditions politiques, culturelles, religieuses, et surtout de voir comment tous ces facteurs contribuent tant aux processus de structuration des identités nationales des nouveaux Etats-nations qu'à la modélisation des relations interétatiques. La nécessité de faire appel à

d'autres catégories conceptuelles et de prendre en considération multiples niveaux d'analyse (sous-, supra- et étatique) et une pluralité d'acteurs pour comprendre les situations géopolitiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, a conduit à la relativisation de l'utilisation du paradigme réaliste parmi les nouvelles générations de spécialistes en relations internationales, surtout après la fin de la Guerre Froide. Le développement des écoles dans le cadre plus large du constructivisme – désignées, génériquement, sous la titulature *Critical Security Studies*, a facilité l'élaboration de nouveaux modèles d'interprétation et de formalisation théorique des problématiques sécuritaires et des relations internationales, dans la ligne des différentes théories, comme néo-marxisme, *Area Studies*, matérialisme historique, post-colonialisme, etc. Si elles n'ont pas mis en question la thèse classique du réalisme sur le rôle de l'Etat comme acteur central des interactions internationales et d'agent essentiel assurant la sécurité nationale et l'identité et les intérêts collectives des nations, en échange, elles ont insisté sur une perspective plus complexe, pour montrer le pluralisme des acteurs du champ international actuel et, simultanément, les multiples formes de menaces et de préoccupations sécuritaires qui ne sont plus centrées sur l'Etat mais sur la société et l'individu.

L'Etat et la question de la sécurité au Moyen-Orient selon la perspective réaliste

Selon la perspective réaliste, le Moyen-Orient a longtemps offert l'image d'un système où les catégories classiques du paradigme paraissent trouver une validation parfaite. Comme région traversée par d'innombrables conflits militaires parmi les nouveaux Etats constitués au long des 19^e et 20^e siècles, la sécurité nationale des Etats est devenue une préoccupation centrale des régimes, comme conséquence d'une permanente conscience de l'existence d'un milieu régional structurellement hostile et traversé par des conflits et tensions interétatiques (israélo-arabes, Iran-Irak, Syrie-Turquie, Syrie-Irak, Syrie-Jordanie, Iran-les monarchies du Golfe, Irak-Kuwait, Algérie-Maroc, Arabie Saoudite-Yémen, Egypte-Soudan, Lybie-Tchad, etc.)¹. Egalement, s'y retrouvent presque tous les éléments qui définissent le problème de la „sécurité nationale“: de multiples menaces de nature militaire (conflits, politiques d'armement – y compris armes non-conventionnelles et

¹ Ellen Lust-Okar, *Structuring Conflict in the Arab World: Incumbents, Opponents, and Institutions*, Cambridge: Cambridge University Press, 2005.

missiles balistiques), l'amplitude du phénomène terroriste, disputes territoriales, influences des grands pouvoirs, etc.² Souvent, elles étaient analysées par rapport au contexte de la Guerre Froide et des influences exercées sur la région par les grands pouvoirs, les Etats-Unis et l'URSS³. Comme l'Afrique ou l'Asie, le Moyen-Orient est vu comme une nouvelle arène de confrontation entre les deux superpouvoirs, avec les Etats d'ici comme intermédiaires en se situant selon les fidélités ou les intérêts envers les deux blocs géopolitiques mondiaux⁴. Pendant les années 1950-1960, la projection régionale de cette Guerre Froide globale est représentée par ce que Malcolm Kerr appelait „la Guerre Froide arabe”, qui opposait les Etats nationalistes/socialistes/républicains aux Etats monarchiques/conservateurs⁵. Les premiers, même s'ils assument une vocation tiers-mondiste, sont alliés ou soutenus par l'URSS, surtout diplomatiquement, économiquement et militairement. Pour l'Union Soviétique, les nouveaux systèmes républicains de Mashreq et Maghreb avec qui elle entretient des rapports très proches (l'Irak, la Syrie, le Yémen du Sud, l'Algérie, la Libye, l'Egypte – jusqu'au 1971, l'Afghanistan) ont surtout le rôle de servir comme ceinture de sécurité par rapport aux influences occidentales mais ils sont, également, un espace d'influence géopolitique et géoéconomique (et, dans une moindre mesure, de diffusion de l'idéologie communiste)⁶.

D'autre part, depuis la guerre du Suez de 1956, qui a marqué la disparition de la Grande Bretagne et de la France comme principaux

² Bahgat Korany, Paul Noble, Rex Bryen (eds.), *The Many Faces of National Security in the Arab World*, New-York: St. Martin Press, 1993.

³ Avi Shlaim, Sayigh Yezid (eds.), *The Cold War and the Middle East*, Oxford: Clarendon Press, 1997.

⁴ Mohammed Ayoob, "Security in the Third World: the Worm About to Turn?" in *International Affairs*, No. 1, Vol. 60, 1997, pp. 41-51; Amitav Acharya, "The Periphery as the Core: The Third World and Security Studies", in Keith Krause, Michael Williams (eds.), *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, London: University College London Press, 1997, pp. 299-327.

⁵ Dans son ouvrage classique *The Arab Cold War: Gamal 'Abd al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, Oxford: Oxford University Press, 1971. Le terme, qui a fait ultérieurement carrière dans la littérature de spécialité, a été remis en actualité dans le contexte des rivalités idéologiques et géopolitiques suscitées par la crise syrienne en cours, avec les mobilisations régionales autour des deux axes, pro-sunnite et pro-chiite; voire, par exemple Curtis Ryan "The New Arab Cold War and the Struggle for Syria" in *Middle East Report*, Vol. 42, 2012.

⁶ Golan Galia, *Soviet Policies in the Middle East: From World War Two to Gorbachev*, Cambridge: Cambridge University Press, 1990.

pouvoirs externes avec influence sur la région, leur place a été prise par les Etats-Unis. Surtout trois seront les objectives stratégiques majeures américaines au Moyen-Orient: la protection des intérêts sécuritaires de l'Israël, la sécurisation du Golfe Persique et des exploitations et transportations pétrolières d'ici, et la limitation de l'influence soviétique (et de ses alliés) sur la région. Dans le premier cas, Washington va constamment intervenir pendant les moments difficiles des conflits israélo-arabes, tant par un soutien diplomatique au niveau international et dans le Conseil de Sécurité de l'ONU, que par le support concret des efforts militaires israéliens, avec des renseignements, une logistique et un armement. Dans le deuxième cas, les Etats-Unis se sont imposés comme principal allié de l'Arabie Saoudite, à la suite des discussions entre le président Roosevelt et le roi Abdelaziz al-Saoud, en 1945, selon le principe: sécurité contre pétrole. Avec la doctrine Eisenhower (le 5 janvier 1957), les Etats-Unis prennent l'engagement de soutenir militairement et économiquement tout pays au Moyen-Orient qui s'oppose à l'expansion communiste et aux influences soviétiques. À l'époque, cette stratégie avait comme objectif la limitation de l'impact du nationalisme arabe et surtout des projets d'unification panarabe, qui menaçaient les trois alliés du Washington: Israël, Iran du Shah et l'Arabie Saoudite. L'envoi des troupes militaires américaines au moment de la crise du Liban de 1958 a été une application concrète de la doctrine Eisenhower, pour empêcher les forces politiques libanaises d'adhérer au nouveau projet panarabe de la République Arabe Unie (l'Egypte et la Syrie). En 1971, la doctrine Nixon modifia la stratégie américaine, en substituant l'ancien projet d'une intervention directe pour „endiguement” (*containment*) du nationalisme arabe et de l'influence soviétique par un autre: de déléguer la tâche de défendre les intérêts géopolitiques, économiques et sécuritaires américaines dans la région – surtout dans le Golfe Persique, aux Etats partenaires, qui vont recevoir un support militaire et financier. Pendant les années soixante-dix, ces Etats seront, surtout l'Arabie Saoudite et Iran, „*twin pillars*” de la stratégie américaine de sécurité dans le Golfe, à qui s'ajoute, après 1972, l'Egypte, pendant que la Turquie, en tant que membre de NATO, a servi constamment comme avant-poste des intérêts occidentaux⁷.

Cette interférence continue des pouvoirs externes au Moyen-Orient a profondément affecté la stabilité des Etats et le système des

⁷ Douglas Little, *American Orientalism. The United States and the Middle East since 1945*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2008.

relations régionales et de sécurité d'ici. Elle a été facilitée par la fragilité politique des Etats, la plupart ayant une émergence récente en tant que tel, et par leur besoin d'un soutien financier et de savoir-faire étrangers pour les aider dans leurs projets de développement. Mais cette dépendance des acteurs extérieurs a conditionné souvent les stratégies de politique externe des pays de la région, et surtout leurs intérêts sécuritaires nationaux, facteur qui a favorisé l'installation des autoritarismes: les élites au pouvoir se font reconnaître comme agents de plus en plus nécessaires qui assurent la stabilité des Etats, dans un climat de tensions régionales profondes, et qui défendent les intérêts des protecteurs externes au niveau national et international.

Ainsi, la fracturation de l'ordre politique régional au Moyen-Orient a été une caractéristique structurelle du système: les Etats y entretiennent de nombreux conflits, rivalités, tensions pour des raisons diverses – territoriales, idéologiques, économiques, des disputes entre les dirigeants et leurs ambitions de leadership. En conséquence, la nécessité d'un équilibre des pouvoirs a été au centre des stratégies sécuritaires et des politiques étrangères des Etats mais aussi des grands pouvoirs externes par rapport à la région. Les alliances, lorsqu'elles sont constituées, sont le plus souvent justifiées par des raisons sécuritaires immédiates, visant à limiter les menaces provenant des autres pays qui sont devenus trop puissants et déstabilisant l'équilibre régional fragile, ou à limiter la portée des autres alliances. Les situations ont été nombreuses: la collaboration du Maroc avec les autres régimes conservateurs arabes pour limiter les menaces provenant de la part d'une Algérie nationaliste et socialiste; la mise en place du Pacte de Bagdad, en 1955, comme alliance militaire et sécuritaire contre l'expansion communiste au Moyen-Orient; la collaboration entre l'Iran et la Syrie pendant la guerre Iran-Irak; la constitution du Conseil de Coopération du Golfe comme structure de défense collective contre les effets déstabilisateurs du conflit irano-irakien; les stratégies des petites monarchies du Golfe (Oman, le Qatar, le Koweït, les Emirats Arabes Unis), à partir des années 2000, de se placer sous une „ombrelle” militaire américaine, vue comme une protection plus efficace face aux ambitions hégémoniques saoudites au sein du Conseil de Coopération du Golfe et face aux menaces, réels ou exagérés, de la part de l'Iran. En ce qui concerne la Ligue Arabe, elle a été constituée en 1945 sous l'influence de la Grande Bretagne, qui essayait de substituer les projets sur la constitution d'un

grand Etat arabe par l'idée d'une structure de coopération collective interétatique, qui légitimerait l'ordre politique des Etats-nations institué à la suite de la Première Guerre Mondiale. Mais, au fil du temps, la Ligue a eu une influence réelle assez limitée, pour devenir plutôt un forum de discussion et de controverses qu'une structure efficace de collaboration politique, sécuritaire et économique – elle est, en quelque sorte, une boîte de résonance de toutes les fractures et disputes interarabes.

Toutes ces caractéristiques du système régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont motivé, dans les analyses de spécialité, jusqu'à la huitième décennie, la préférence pour une compréhension dans une manière réaliste des relations internationales et des questions sécuritaires dans ces régions⁸. Elle reflète non seulement les options épistémiques des spécialistes, la plupart provenant de l'espace anglo-saxon ou étant éduqués dans son esprit, mais y compris les narrations officielles des Etats de la région, qui privilégient un discours public et des comportements au niveau international qui mettent en premier lieu la catégorie de l'Etat-nation et ses intérêts. Avec l'accès à l'indépendance des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient⁹, les nouvelles élites politiques, surtout dans les régimes nationalistes et socialistes, ont eu l'ambition d'instaurer des Etats-nations forts, centralisés, pour atténuer les hétérogénéités et les tendances centrifuges internes des communautés ethniques, religieuses et tribales. Les dirigeants au pouvoir et leurs régimes se sont considérés comme l'expression de toute la nation et l'Etat a été vu comme le véhicule politique qui reflète et garde les intérêts collectifs, sur le plan interne et externe.

⁸ Bassam Tibi, *Conflict and War in the Middle East. From Interstate War to New Security*, London: Palgrave Macmillan, 1998.

⁹ Libérations anticoloniales: la Libye – 1951, l'Algérie – 1962, post-protectorats : le Maroc – 1956, la Tunisie – 1956, le Soudan – 1956, le Yémen du Sud – 1967, les Etats du Golfe Persique (Kuwait – 1961, les Emirats Arabes Unis, Qatar, Bahreïn – 1971) et post-mandates: la Syrie et le Liban – 1944, la Jordanie - 1946; la mise en bas des régimes monarchiques pro-occidentaux: l'Egypte – 1952, l'Irak – 1958, l'Iran – 1979, ou des monarchies indépendantes: le Yémen du Nord – 1962.

Ce surdimensionnement rhétorique du rôle de l'Etat avait plusieurs raisons: tout d'abord, il était le produit des ambitions et des projets des leaders politiques à superposer leur destin personnel avec celui de l'Etat et de la nation: Gamal Nasser, Anwar Sadat, Saddam Hussein, Hafez al-Assad, Habib Bourguiba, Houari Boumediene mais aussi des souverains arabes, surtout Hassan II du Maroc et le Roi Hussein de la Jordanie, ont vu dans le processus de consolidation politique et institutionnelle de leurs Etats un moyen pour conforter leurs propres positions et leur prestige – surtout au niveau régional et international. Ils se sont servis de l'appareil institutionnel officiel comme un instrument mis à leur service personnel et celui de leurs propres structures de pouvoir. Ensuite, la plupart des Etats de Maghreb et de Mashreq sont des créations récentes, qui ont connu des dominations étrangères et une histoire pré- et moderne traversée par des recherches identitaires et politiques; avec l'indépendance, tous ont été marqués par l'obsession d'accéder à une stabilité interne et à une intégration active dans l'ordre régional et international¹⁰. C'est précisément à la suite de cette quête de sécurité et de certification – à la fois interne et externe, de leur consistance et de leur fonctionnalité étatique, que les régimes au pouvoir au Moyen-Orient ont largement utilisé stratégies de „sécuritisation”, de mise en place des discours et des projets sécuritaires par rapport aux menaces externes, les unes réelles les autres plutôt gonflées, tant pour assurer une cohésion interne et une solidarité de la nation autour du pouvoir, ainsi que pour offrir, sur le plan externe, l'image officielle d'Etats menacés, dans le but d'accueillir ainsi un soutien financier, économique ou militaire.

Peu à peu, cette formalisation, dans une lecture réaliste, des questions sécuritaires et concernant les relations internationales au Moyen-Orient va montrer ses limites épistémologiques. Elle était fonctionnelle tant qu'il s'agissait de comprendre les interactions comme telles entre les Etats mais elle se montrait insuffisante, conceptuellement et dans son contenu, de prendre en considération et d'expliquer tout le complexe de facteurs qui contribuent à la structuration des relations internationales et des problématiques sécuritaires dans la région. La guerre du Golfe de 1991 est vue, en général, comme un repère historique, comme étant parmi les dernières situations où

¹⁰ Iliya Harik, "The Origins of the Arab State System", in Giacomo Luciani (ed.), *The Arab State*, Berkeley: University of California Press, 1990, pp. 1-28.

les rapports de pouvoir pourraient être placés selon la perspective réaliste, c'est-à-dire ayant les Etats comme acteurs principaux, dans un contexte régional où chaque avantage, géopolitique, économique, militaire d'un pays est considéré comme une menace indésirable adressée à l'équilibre de pouvoirs et de l'ordre régional. L'échec de la construction d'un système régional de sécurité après la Guerre du Golfe (*La Déclaration de Damas*, en mars 1991) et la fragmentation de l'ordre politique arabe depuis les années quatre-vingt-dix, l'ascension de l'Islam politique et militant et surtout des mouvements transnationaux islamistes et terroristes, la multiplication des tensions et des conflits aux raisons ethniques, religieuses, tribales, l'impact de la globalisation qui dilue les attachements envers les références étatiques et nationales, le rôle croissant des sociétés civiles dans les pays arabes et les pressions – internes ou externes, pour une démocratisation de la vie politique et des normes publiques, - toutes ont imposé la nécessité de trouver des cadres d'analyse et de compréhension plus larges pour expliquer les nouvelles réalités dans la région¹¹. Le développement, à partir de la neuvième décennie, des théories constructivistes ont offert cette opportunité.

***Critical Security Studies* et les approches constructivistes**

Les approches constructivistes en sciences sociales se sont constituées sur la présomption fondamentale selon laquelle les situations analysées sont „socialement construites”¹². Introduit dans le champ de Relations Internationales surtout par Nicholas Onuf, en 1989, le constructivisme a fait rapidement carrière parce qu'il offrait une perspective beaucoup plus compréhensive sur le complexe des facteurs qui contribuent à la génération des interactions politiques internationales: non seulement les Etats, mais aussi les sociétés, les individus, les différentes structures sociales sous- et supra- étatiques, les idéologies, les croyances, les valeurs – c'est-à-dire tout le set de représentations individuelles et collectives qui construisent la (les) réalité(s) sociale(s) et politique(s). Plus encore, le constructivisme dépasse la vision statique et systémique des approches réalistes pour prendre en

¹¹ Baghat Korany, "The Middle East Since the Cold War: the Multi-Layered (in)security Dilemma", in Louis Fawcett (ed.), *International Relations of the Middle East*, Oxford: Oxford University Press, 2016.

¹² Christian Reus-Smit, "Imagining society: constructivism and the English School" in *The British Journal of Politics & International Relations*, Vol. 4, Issue 3, 2002, pp. 487-509.

considération la dynamique de la construction des processus et des interactions politiques, en y introduisant une dimension historiciste qui complète cette démarche structurelle des phénomènes sociales, politiques et sécuritaires. Très vite, la lecture constructiviste des relations internationales et des études de sécurité a conduit à l'apparition de plusieurs écoles et directions d'interprétation. Alexander Wendt, par exemple, garde encore un accent mis sur l'Etat et sur la construction des interactions internationales à partir des dynamiques entre les Etats, sans prendre en considération les influences exercées par la politique interne des Etats¹³. Mais, au fil du temps, la plupart des auteurs tendent d'adopter ce qu'ils appellent un constructivisme „holistique”, qui se propose à saisir tout le complexe de facteurs (sociologiques, culturels, identitaires, économiques, politiques, humains) qui contribuent à la construction des processus politiques internationales et à la structuration des dynamiques sécuritaires, non seulement au niveau de l'Etat mais aussi au niveau de la société et des individus¹⁴.

Il y a quelques thèmes fondamentaux sur lesquels se base la compréhension constructiviste des processus politiques au niveau international. D'abord, en ce qui concerne l'ontologie du système international: il n'est pas tant une expression des réalités objectives, concrètes, que surtout une représentation collective, une projection construite, „un système d'idées, une structure de pensée, un système de normes, qui ont été arrangées par certaines personnes à un certain temps et lieu”¹⁵. La réalité sociale est en permanence construite par les sujets humains et il existe une interdépendance entre la dimension sociale et les dimensions personnelles, quotidiennes, des individus: cette dynamique en double sens produit une modélisation tant des processus sociaux que de ceux individuels. Une autre caractéristique: l'idée que les intérêts d'Etat reflètent le contenu du milieu social qui constitue la substance même de l'Etat, c'est-à-dire les idées, les croyances, les valeurs, les normes, les identités des populations et des individus. Les institutions sociales et politiques sont une expression du milieu social où

¹³ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

¹⁴ Richard Price, Christian Reus-Smit, "Dangerous Liaisons? Critical International Theory and Constructivism" in *European Journal of International Relations*, No. 3, Vol. 4, 1998, pp. 259-294.

¹⁵ Robert Jackson, Georg Sorenson, *Introduction to International Relations: Theories and Approaches*, Oxford: Oxford University Press, 2003, p. 209.

elles existent et fonctionnent, en ayant ses caractéristiques et spécificités. De la même façon, le constructivisme confère une grande importance au rôle des structures normatives et eidétiques, par rapport auxquelles les individus et les sociétés modélisent leur existence et leurs actions. La réalité objective, matérielle, c'est sujet d'interprétation, de valorisation, d'utilisation selon ces idées, représentations, croyances; elles se trouvent dans une dynamique permanente, à la suite de leur (ré)construction par les individus et sociétés. „Les normes“ sont croyances intersubjectives qui trouvent leurs origines dans - et qui sont reproduites par - les pratiques sociales¹⁶. Ainsi, les concepts de base des théories réalistes: anarchie, souveraineté, équilibre des pouvoirs, intérêts sécuritaires nationales, sont considérés comme étant non pas des structures statiques mais le produit des constructions sociales et des représentations collectives qui les induisent et qui (ré)construisent les sens et les intensités d'une manière permanente, selon les intérêts intersubjectifs¹⁷.

Un aspect particulier des perspectives constructivistes qui a connu un succès extraordinaire est représenté par le domaine des études de sécurité dans la ligne des écoles qui sont désignées sous le terme *Critical Security Studies*. Les deux les plus illustres, l'Ecole d'Aberystwith (*Welsh School* – Ken Booth, Wyn Jones) et l'Ecole de Copenhague (Barry Buzan, Ole Waever), utilisent une manière constructiviste d'analyse et de compréhension pour redéfinir les problématiques sécuritaires au niveau interne et international. Les nouvelles théories se proposent de passer au-delà des démarches réductionnistes du réalisme et du néo-réalisme, beaucoup trop centrées sur *national security*, pour prendre en considération d'autres acteurs, menaces, interactions, niveaux d'analyse qui participent à la construction des processus et des dynamiques sécuritaires¹⁸. Pour faciliter la cognoscibilité des acteurs et pour mieux identifier les modalités concrètes par lesquelles ils participent à la construction des processus de la sécurité, l'Ecole de Copenhague identifie cinq grands niveaux d'analyse de la sécurité: le système international, les sous-systèmes internationaux, les unités, les sous-

¹⁶ Annika Björkdahl, "Norms in International Relations: Some Conceptual and Methodological Reflections" in *Cambridge Review of International Affairs*, No. 1, Vol. 15, 2002, pp. 9-23.

¹⁷ Columba Peoples, Nick Vaughan-Williams, *Critical Security Studies. An Introduction*, Abingdon: Routledge, 2010, pp. 75-88.

¹⁸ Nilüfer Karacasulu, Elif Uzgören, "Explaining social constructivist contributions to Security Studies" in *Perceptions*, Vol. 12, 2007, pp. 27-48.

unités et les individus. Également, il existe cinq secteurs de sécurité, selon les spécificités des interactions entre les différentes unités: militaire (qui fait référence aux relations de pouvoir), politique (relations d'autorité), économique (relations économiques), sociétal (les relations entre des groupes sociaux) et écologique (les relations homme-nature)¹⁹. Plus qu'une simple perception sur ce qui constitue les risques et les menaces comme telles, la sécurité en général – et au Moyen-Orient en particulier, est donc une construction théorique conditionnée par un complexe de facteurs qui contribuent à la structuration du contenu et de ses formes: les projets et les motivations de ceux qui participent à son élaboration (politiciens, militaires, média, groups d'intérêts, population comme telle) avec les influences exercées par les caractéristiques culturelles, religieuses, nationales, idéologiques, sociales, économiques des milieux de provenance²⁰.

Le rôle de l'Etat dans les mécanismes et le processus de "sécuritisation" des menaces au Moyen-Orient

L'un des concepts les plus spécifiques développés par les études critiques de sécurité est celui de „sécuritisation” (*securitisation*). Selon cette perspective, la sécurité est considéré comme étant très souvent un « discours », une construction sémantique, idéologique et/ou politique et non seulement un reflet fidèle des „intérêts nationaux” ou de certains risques et menaces réelles. Par ce terme, les écoles constructivistes montrèrent dans quelle mesure le discours officiel sur les différentes sources d'insécurité, tant au niveau des Etats qu'au niveau des sociétés, reflète, en réalité, les projections intentionnelles des acteurs décisionnels par rapport à l'établissement du poids des risques et des menaces mais surtout par rapport à l'établissement des stratégies qui doivent être adoptées pour les limiter: „la sécuritisation est un processus discursif par lequel une compréhension intersubjective est construite dans le cadre de la communauté politique pour traiter quelque chose comme une menace existentielle par rapport à un objet avec une valeur référentielle et dans la mesure de faire appel à des mesures urgentes et

¹⁹ Barry Buzan, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era*, Colchester: ECPR Press, 2007.

²⁰ Barry Buzan, "The Middle East through English School Theory", in Barry Buzan, Ana Gonzales-Pelaez (eds.), *International Society and the Middle East. English School Theory at the Regional Level*, London: Palgrave Macmillan, 2009, pp. 24-44.

exceptionnelles pour faire face à la menace"²¹. Selon l'École de Copenhague, tous les cinq secteurs de la sécurité peuvent être sujets de la sécuritisation, surtout en ce qui concerne la sécurité sociétale et humaine, qui font référence précisément aux perceptions individuelles et collectives concernant les menaces existentielles ou celles adressées aux identités et aux valeurs. La sécuritisation à ce niveau permet l'instrumentalisation et la manipulation la plus efficace des peurs sociales, par des autorités ou par d'autres structures d'influence, pour induire certaines attitudes collectives au niveau social et pour justifier des décisions ou des politiques au niveau officiel. La menace, réelle, interprétée ou imaginée est toujours une altérité: la sécuritisation est un processus par lequel l'Etat ou la société construit une cohésion et une solidarité par rapport à ce qu'elles considèrent être un péril pour elles.

Le concept de sécuritisation a fait histoire, étant souvent utilisé comme grille de lecture pour la compréhension des politiques officielles sécuritaires par rapport à ce qui est considéré comme une menace pour la sécurité nationale, internationale, sociétale, écologique, etc. Il explique bien une part des politiques et des dynamiques qui confèrent au système de Moyen-Orient une spécificité à part, du point de vue des analyses situées dans la ligne des relations internationales et des études de sécurité.

Ainsi, on peut observer un extraordinaire synchronisme entre les stratégies et les politiques des Etats de la région et celles des Etats occidentaux et de la communauté internationale par rapport aux menaces qui proviennent du Moyen-Orient. Tout d'abord, les élites politiques et militaires des Etats de Maghreb et de Mashreq ont instrumentalisé de manière programmatique et même ont institutionnalisé un discours sécuritaire, en ce qui concerne des différentes menaces, plus au moins réelles, internes ou externes, pour légitimer leurs politiques répressives, l'instauration des situations d'urgence, le financement massif des programmes d'armement, la multiplication des structures de sécurité. Il est vrai que, dans un contexte structurellement conflictuel et traversé par des rivalités et tensions récessives, comme celui du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de telles mesures trouvaient parfois une justification objective, surtout en ce qui concerne la nécessité d'assurer la sécurité nationale. Mais, très souvent, l'amplitude et la signification des menaces

²¹ Barry Buzan, Ole Wæver, *Regions and Powers: The Structure of International Security*, Cambridge: Cambridge University Press, 2003, p. 491.

ont été transfigurées par les autorités ou par les différentes structures intéressées. Le cas classique est celui de l'instrumentalisation du péril sioniste et de l'Etat Israélien, par des leaders politiques et religieux du monde arabo-musulman, pour justifier l'amplitude de la militarisation des pays et de l'encadrement de la population au nom de la nécessité de défendre la nation arabe; le thème a été constamment mise en valeur par la narration officielle des régimes pour détourner l'attention des masses, de la „rue”, des problèmes et des crises internes et pour leur offrir une cible externe vers laquelle elles pourraient diriger leurs frustrations et violences.

Par ailleurs, la sécuritisation du sujet de la menace extérieure est bien structurelle à l'histoire du Moyen-Orient contemporain. Après l'obtention des indépendances, les nouvelles élites politiques postcoloniales ont utilisé constamment les mémoires négatives liées aux expériences et à la domination exercées par les pouvoirs occidentaux, pour légitimer – et perpétuer, le contrôle politique au nom de leur prestige accueilli pendant les luttes pour l'indépendance. Après les années 1960, les Etats-Unis se substituent de plus en plus, dans le discours contestataire et critique des acteurs politiques et religieux de la région, comme le nouveau péril qu'il faut tenir à distance et même combattre. À leur tour, pendant la Guerre Froide, les régimes conservateurs (le Maroc, les monarchies du Golfe, l'Iran du Shah) font cas du grand péril du communisme, celui de l'extérieur mais surtout de l'intérieur, en justifiant ainsi leurs actions répressives contre les opposants et la mise en place d'une intense politique d'armement. Au niveau régional, les relations entre les Etats ont été caractérisées par les mêmes stratégies de sécuritisation du péril représenté par „l'autre”. En Arabie Saoudite, l'obsession envers l'idée des possibles déstabilisations en provenance du nationalisme arabe a été une constante de l'*establishment* saoudien pendant le cinquième et sixième décennies, suscitant les projets du royaume de leur opposer un discours et des stratégies idéologiques et géopolitiques alternatives, centrées sur l'Islam. Après 1979 et la Révolution islamique en Iran, l'ancienne angoisse sur le péril du panarabisme laisse place, de plus en plus, pour les autres pays du Golfe, à une appréhension face à ce qui est considérée comme une stratégie pan-chiite et révolutionnaire de la République Islamique, pour déstabiliser la région et pour y déclencher des contestations populaires contre les régimes au pouvoir. En conséquence, on peut assister – jusqu'à nos jours encore, à une sécuritisation du péril chiite, par les régimes politiques sunnites, qui suspectent – à tort ou à raison, leurs

communautés chiites d'être une „cinquième colonne” de l'Iran et donc vecteurs de déstabilisation. Ce qui est bien l'une des raisons qui ont poussé l'Irak à la guerre contre l'Iran, en 1980, et qui se retrouve ressuscité, depuis quelques années, dans la plupart des pays sunnites du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, obsédés par l'émergence d'un „croissant chiite” dans la région²².

Mais les situations où l'on peut observer très visiblement la mise en action du principe de la sécuritisation sont surtout celles qui font référence aux rapports entre l'Etat et l'Islam militant ou contestataire. L'ascension des partis et des mouvements islamistes, avec les années 1960-1970, dans la plupart des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, a produit des multiples stratégies réactives de la part des autorités. Tout d'abord, les mobilisations et les contestations islamistes ont été vues comme une source de menace qui mit en question la légitimité et les fondements idéologiques et politiques des régimes au pouvoir, surtout s'il s'agissait de mouvements bénéficiant d'une large adhésion des masses populaires (les Frères Musulmans en Egypte, en Syrie et en Jordanie, *Ennahda* en Tunisie, le Front Islamique du Salut en Algérie, le parti Refah en Turquie). Au fil du temps, tant par des raisons idéologiques que par les conséquences des représailles menées contre eux par les pouvoirs en fonction, des militants et des groupes islamistes se radicalisent et adoptent de plus en plus une stratégie de violence, d'abord contre les autorités mais aussi, surtout avec l'émergence du takfirisme, contre les civiles, accusés de mécréance et de collaboration avec les pouvoirs impies. En conséquence, en prenant comme prétexte les excès de violence perpétrés par les factions radicales des mouvements islamistes, les autorités politiques des pays de la région ont diffusé leur propre contre-discours, qui met en avant le péril du terrorisme pour se faire reconformer le statut des garantes de l'ordre et de la stabilité de la société et, dans le plan externe, pour justifier ainsi leur déficit démocratique et les politiques répressives contre leurs opposants. C'était bien le cas de pays comme l'Egypte (de Gamal Nasser à Sisi), de l'Algérie pendant la guerre civile des années 1990, de l'Irak de Saddam Husein, de la Tunisie - où Habib Bourguiba et surtout Ben Ali ont essayé constamment d'exorciser le mouvement islamiste

²² Matteo Legrenzi, Marina Calulli, "Middle East Security: Conflict and Securitization of Identities", in Louis Fawcett (ed.), *International Relations of the Middle East*, Oxford: Oxford University Press, 2016, pp. 218-238.

Ennahda, mais c'est aussi le cas de régime des deux Assad. Il y a une longue histoire de complicité entre le régime de Damas et certains mouvements islamistes sunnites, palestiniens, libanais ou réseaux internationaux, instrumentalisés en tant qu'agents pour effectuer des opérations spéciales, pour infiltrer des groupes islamistes opposés au régime ou pour discréditer l'opposition syrienne. Depuis 2011, l'une des stratégies de Damas a été de mettre sur pied une propagande à usage interne et externe, qui dissémine une sécuritisation narrative sur les périls de l'opposition - vue comme une expression de l'Islam radical et des intérêts des ennemis étrangers, dans le but de limiter les contestations populaires et de structurer un soutien, surtout de la part des minorités (alaouites, chrétiens), autour d'un pouvoir vu comme le dernier rempart contre la barbarie islamiste²³.

En même temps, la sécuritisation de l'Islam radical et du terrorisme islamique est devenue, depuis la fin de la Guerre Froide, l'un des thèmes centraux de l'agenda de sécurité de la communauté euro-atlantique, surtout après 11 septembre 2001. Elle est la conséquence de l'émergence d'un discours anti-occidental dans les courants islamistes, surtout après les années 1970. La contestation des régimes arabo-musulmans „impies” est doublée par une aversion envers l'Occident, vu tant qu'un système de valeurs en opposition avec l'Islam qu'un système composé par des Etats qui soutiennent les régimes autoritaires au Moyen-Orient tout en manifestant un impérialisme culturel, économique, géopolitique dans la région. Pendant la huitième décennie, l'Iran révolutionnaire a mis sur place toute une industrie médiatique au niveau interne et international afin de diffuser un discours et de susciter un imaginaire collectif anti-occidental, surtout anti-américain. Il sera ultérieurement repris par les mouvements salafistes, en particulier par les courants radicaux salafi-jihadistes, qui puisent leurs ressources idéologiques dans des lectures particulières des ouvrages de Sayyid Qutb ou des autres théoriciens plus récents de l'islamisme (Muhammad Abd al-Salam Faraj, Abdullah Azzam, Abu Musan al-Suri, Abu Qatada). Le transfert des violences en direction des cibles occidentales, avec la neuvième décennie, a eu comme conséquence l'apparition d'un discours sécuritaire en Occident, de plus en plus centré sur le thème des menaces de l'Islam radical et du „terrorisme islamique”. Il arrive à l'apogée avec les attentats

²³ Helle Malmvig, "Power, Identity and Securitization in Middle East: Regional Order after the Arab Uprisings" in *Mediterranean Politics*, Vol. 19, Issue 1, 2014, pp. 145-148.

de 11 septembre, événement qui va susciter ce que Barry Buzan et Ole Waever vont appeler une macro-sécuritisation de la guerre globale contre le terrorisme²⁴. Projeté à l'échelle globale, en utilisant l'appareil conceptuel et l'idéologie du néo-orientalisme (Samuel Huntington, Bernard Lewis) qui prends l'habitude de considérer le monde musulman surtout à travers le prisme d'une réification de ses traits religieux et culturels, le discours officiel sur la guerre contre le terrorisme a été d'abord un projet idéologique avant de devenir une stratégie de riposte contre les menaces terroristes comme telles²⁵. Selon Barry Buzan, le thème de la guerre globale contre le terrorisme a „des fortes éléments de l'universalisme de l'ordre actuel – tous les Etats contre les terroristes non-étatiques, l'ordre contre chaos, mixés avec un universalisme américain inclusif”²⁶.

Du point de vue constructiviste, les stratégies et les conséquences sécuritaires définissant les rapports entre l'Etat et la religion sont le résultat des réadaptations, constructions, interprétations permanentes, influencées par les différents contextes historiques ou politiques. Il n'y a pas une seule lecture, narration, compréhension des significations et des réalités complexes des interactions entre les formes de l'Islam et de l'islamisme avec les Etats et les pouvoirs politiques, comme aussi avec les sociétés, mais elles sont constamment modelées, contextualisées, interprétées par les sujets qui les présentent.

La sécurité sociétale et la question des identités nationales

Dans leur théorisation sur les secteurs de la sécurité, *Critical Security Studies* transfèrent dans une très grande mesure l'analyse de l'Etat vers la société, l'accent étant mis non pas sur une *national security* mais sur *societal security* – la sécurité sociétale. Son objet est représenté surtout par l'identité collective, des groupes ou de la société comme telle: „la sécurité sociétale fait référence à la capacité de la société de préserver ses caractéristiques

²⁴ Barry Buzan, "The 'War on Terrorism' as the new 'macro-securitisation'?" in Oslo Workshop, 2-4 february 2006, <http://rrii.150m.com/t08/Barry%20Buzan%20-%20The%20War%20on%20Terrorism%20as%20the%20new%20macro-securitisation.pdf>, 10 février 2019.

²⁵ Bezen Balamir Coşkun, "Words, Images, Enemies: Macro-Securitization of the Islamic Terror, Popular TV Drama and the War on Terror" in *Turkish Journal of Politics*, No. 1, Vol. 3, 2012, pp. 37-51.

²⁶ Barry Buzan, "Macro-securitisation and Security Constellations: Reconsidering Scale in Securitisation Theory" in *Review of international Studies*, No. 2, Vol. 35, p. 265.

essentielles face à des circonstances variables et devant des menaces potentielles ou actuelles²⁷. C'est-à-dire, au niveau sociétal, la sécurité concerne tout d'abord les menaces ou les perceptions sur des menaces qui peuvent porter atteinte à l'identité collective.

La manière constructiviste de lecture des réalités au Moyen-Orient nous permet de mieux comprendre le poids – réel ou ajouté, des identités dans la modélisation des politiques internes et des relations internationales dans la région. L'identité représente la référence essentielle par rapport à laquelle ils arrivent à se structurer l'image de soi et les intérêts des individus, des groupes sociaux et de l'Etat comme tel – qui hypostasie, symboliquement, l'image collective de la nation. D'ailleurs, l'identité nationale constitue l'objet principal de la sécurité sociétale²⁸.

Mais, ce qui caractérise, d'une manière spécifique, la plupart des pays du Moyen-Orient (comme aussi de l'Afrique, du Caucase, de l'Asie Centrale) c'est précisément la difficulté de concilier les identités nationales avec celles communautaristes (religieuses, ethno-linguistiques, tribales, régionalistes). La fragmentation communautariste de la région a favorisé, au fil du temps, le repliement géographique et identitaire des communautés (les druzes dans le plateau Golan et Djebel Druz, les alawites dans le Djebel Ansariyah, les maronites dans le Mont Liban, les chiites irakiens autour des villes saintes au sud de l'Irak, les kabyles dans la Kabylie, les rifains dans la région de Rif, les ibadites dans la vallée de M'zab, etc.). Ce repli offrait non seulement un espace physique et social de structuration des relations humaines et des structures de solidarité mais aussi il assurait la sécurité collective – et donc la perpétuation identitaire et existentielle des groupes. La fragmentation du Moyen-Orient en nombreuses micro-communautés revient à l'incapacité des systèmes politiques qui y ont gouverné jusqu'à l'époque moderne (l'Empire Ottoman, tout d'abord) d'offrir un modèle d'intégration des populations en transcendant ces conditionnements identitaires spécifiques. La référence officielle, spécifique à la culture politique ottomane jusqu'à la moitié du 19^e siècle, était celle de l'appartenance religieuse: les groupes sociaux et leur condition sociopolitique étaient conditionné par leur religion, avec un statut privilégié attribué aux musulmans sunnites. Au

²⁷ Peter Hough, *Understanding Global Security*, Abingdon: Routledge, 2004, p. 106.

²⁸ Barry Buzan, Ole Waever, Jaap de Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1998, pp. 119-140.

moment de la disparition de l'Empire Ottoman et de la formation des nouveaux Etats au Moyen-Orient, le grand problème – qui persiste jusqu'à nos jours, était de mettre sur pied de nouvelles identités collectives et des fidélités envers ces Etats « nationaux », avec leurs territoires adjacentes.

Une très grande part des tensions et des conflits, au niveau national ou international, trouvent leurs origines précisément dans le fait que, au Moyen-Orient, les nations sont le produit de l'importation du modèle identitaire et politique de l'Etat-nation. Ce modèle westphalien a été imposé par les pouvoirs européens ou approprié par les élites intellectuelles et politiques arabes, après la dissolution de l'Empire Ottoman et après la décolonisation, et il a été superposé sur une culture politique locale qui accordait, depuis des siècles, un rôle important aux références et aux solidarités particulières (religieuses/sectaires, ethnosociologiques, géographiques)²⁹. Le manque d'une identité et d'une conscience nationale collective au sens modern (l'attachement envers un territoire vu comme une „Patrie“, mémoires et mythes historiques communes, le partage du même set de valeurs et d'identités culturelles, politiques, sociales) a caractérisé le Moyen-Orient jusqu'au 19^{ème} siècle et même 20^{ème} siècle, quand la problématique des nationalismes fit son entrée dans la région, sous l'influence de l'Occident.

Mais les processus de *nation-building*, pendant le 20^{ème} siècle, ont été difficiles, conflictuels, précisément parce que les identités particulières des communautés d'ici ont dû s'adapter aux nouvelles valeurs et impératives des identités nationales et de les approprier. Ce qui a été initialement un produit naturel, endogène, d'un nationalisme propre – l'arabisme, a été obligé de se fracturer dans les identités nationales des Etats arabes existants déjà (l'Egypte, le Maroc), des nouveaux Etats parus après la Première Guerre Mondiale (l'Irak, la Palestine, la Syrie, le Liban, la Transjordanie/la Jordanie) ou après la décolonisation (la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le Soudan)³⁰. L'échec des idéologies et des projets panarabes, surtout après la défaite contre Israël, en 1967, a laissé place, petit à petit, à l'Islam comme vecteur identitaire et de mobilisation collective, une référence idéologique et politique qui se substitue à l'arabisme, y compris dans une dimension

²⁹ Fred Lawson, *Constructing International Relations in the Arab World*, Palo Alto: Stanford University Press, 2006, pp. 19-50.

³⁰ Morten Valbjørn, "Arab Nationalism(s) in Transformation: From Arab Interstate Societies to an Arab-Islamic World Society", in Barry Buzan, Ana Gonzales-Pelaez (eds.), *op. cit.*, pp. 140-169.

supranationale (pan-Islam) ou transnationale (les mouvements islamistes, surtout salafistes, qui contestent les frontières en cours et les fondements idéologiques et politiques du système moderne de l'Etat-nation dans le monde musulman)³¹. Par conséquent, les pressions et les conflits autour de la construction et de l'appropriation des identités nationales proviennent de deux directions: sous-nationale (la persistance des identités religieuses, ethniques, tribales) et supranationale (idéologies nationalistes arabes, pan-Islam).

Dans une moindre mesure, cette dynamique complexe de la construction identitaire nationale se retrouve dans le cas de la Turquie, où la vocation panturque de certaines élites intellectuelles ou politiques et aussi un irrédentisme turc ont suscité d'innombrables situations conflictuelles avec d'autres Etats qui abritent des communautés turques comme aussi avec les communautés non-turques qui peuplent le territoire de la Turquie. La situation de l'Iran est semblable, l'identité nationale perse étant constamment obligé de se concilier ou de confronter les identités sous-nationales (ethniques, tribales, linguistiques) ou supranationales (le chiisme) tout en essayant de gérer les tentations d'un pan-iranisme, dirigé vers les communautés persanophones de l'Asie Centrale.

L'histoire moderne du Moyen-Orient est, dans une très grande mesure, la phénoménologie de ses constructions identitaires nationales et des modalités dans lesquelles elles se sont superposées – ou pas, avec les processus de construction des ordres politiques étatistes fonctionnels ; elle est, également, celle des situations conflictuelles générées par les interférences des identités non-nationales dans la genèse des nouvelles nations³². Les situations du Liban, de l'Irak et de la Syrie y sont les plus importantes: le problème de la sécurité sociétale dans leur cas a été tragiquement affecté par la politisation et même la militarisation des structures communautaires, en sapant la capacité de constituer une identité et une cohésion nationale persistante qui pourrait transcender les intérêts particuliers des différents groupes de solidarité (*asabiyya*). L'Irak depuis 2003, la Syrie depuis 2011, traversées par des conflits sectaires et intercommunautaires, sont exemples

³¹ Sohail H. Hashmi, "Islam, the Middle East and the Pan-Islamic Movement", in Barry Buzan, Ana Gonzales-Pelaez (eds.), op. cit., pp. 170-200.

³² Raymond Hinnebusch, "The Politics of Identity in Middle East International Relations", in Louis Fawcett (ed.), op. cit., pp. 155-175.

de ces réifications des identités sous-nationales qui mettent en péril la sécurité sociétale des nations comme telles.

Conclusions

Résultat d'une idéologie d'importation, celle de l'Etat-nation de type modern, développée par la culture politique européenne, l'Etat au Moyen-Orient et au Maghreb a été vu, par ses élites politiques (et, souvent, militaires) comme étant à la fois un vecteur de transformation et d'encadrement, même par la force, des sociétés et un support institutionnel de leurs propres ambitions. La région est devenue, pendant le 20^e siècle, un milieu qui reproduisait fidèlement les éléments canoniques d'un système westphalien, ce qui a favorisé son analyse en suivant les concepts et les cadres herméneutiques des approches réalistes. Après l'émergence du nouvel ordre géopolitique au Moyen-Orient succédant à la dissolution de l'Empire Ottoman et à la décolonisation, l'importance de l'Etat en tant qu'acteur politique et militaire a imposé une perception de la question de la sécurité surtout par la perspective des rapports de pouvoir entre Etats et des risques et menaces suscités par eux et adressés à l'ordre et à la stabilité dans la région et au niveau international. Ces interactions régionales étaient souvent placées dans le contexte plus large de la Guerre Froide, en continuant ainsi une compréhension de type (post)coloniale, où le rôle des grands pouvoirs externes dans la modélisation et l'influence des politiques et des stratégies des nouveaux Etats était vu comme essentiel.

En réalité, l'instabilité chronique des Etats et du système régional reflétait une phénoménologie beaucoup plus complexe, engendrée par de nombreux acteurs non-étatiques, par des idéologies et projets politiques alternatives et concurrentes à celles qui étaient officielles, promues par les régimes au pouvoir, par des solidarités traditionnelles dont les nouvelles fidélités nationalistes n'arrivent pas à les faire disparaître. La multiplication des sources d'instabilité et d'insécurité, internes et externes, sur le fond d'un échec croissant des Etats-nations de type centraliste, autoritariste, militarisé et patrimonial, ont rendu visibles, depuis la neuvième décennie, les limites des analyses du réalisme dans leurs essais d'expliquer les réalités

sécuritaires au Moyen-Orient. *Critical Security Studies* ont apporté un cadre d'analyse plus large, en prenant en considération la problématique de la

sécurité non seulement du point de vue *hard* mais aussi dans une perspective sociétale, économique et humaine. Dans les nouvelles interprétations, l'Etat reste, bien évidemment, un acteur essentiel qui génère (in)sécurité, au niveau interne et externe, mais son rôle et ses actions sont expliquées dans un contexte qui dépasse la vision rigide et schématique du réalisme. Les analyses constructivistes ont l'ambition d'offrir une compréhension plus détaillée sur la génération des différentes situations sécuritaires, en prenant en considération la participation de tous les acteurs qui contribuent à l'émergence des réalités sociales et donc, implicitement, des aspects d'ordre sécuritaire. L'application des nouvelles théories et modèles d'analyse constructivistes aux phénomènes du Maghreb et Mashreq a ainsi la qualité de mettre mieux en lumière les intentions des acteurs, leurs enjeux de leurs stratégies, les dynamiques sociales, politiques, sécuritaires en se construisant autour de leurs interactions.

A partir d'ici, notre étude a offert une courte lecture de deux manières d'envisager le rapport entre l'Etat et la question sécuritaire, en utilisant deux concepts classiques du constructivisme, la sécuritisation et la sécurité sociétale. Nous avons montré que la stratégie de sécuritisation des différentes menaces, internes ou externes, est une caractéristique structurelle des régimes dans la région, qui instrumentalisent constamment ce thème d'un péril permanent pour certifier leur rôle de garantes de la stabilité et pour justifier les politiques répressives contre ceux qui contestent l'ordre établi. En même temps, l'externalisation au niveau international des différents risques et menaces en provenance du Moyen-Orient et de la Méditerranée du Sud (terrorisme, radicalisme islamiste, conflits militaires et ethno-sectaires, réfugiés et migration illégale) a mené à la construction d'un discours et des politiques élaborées par des Etats et par d'autres acteurs (media, des segments sociaux), surtout dans l'espace euro-atlantique, qui sécuritisent ces thèmes souvent de manières et d'amplitudes qui ressemblent à ceux des Etats autoritaristes du monde arabo-musulman. Il s'agit surtout des cas de l'Islam radical et du terrorisme islamique, dont les excès, les dernières décennies, ont suscité, à la fois aux pays occidentaux et au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, toute une industrie, médiatique et sécuritaire, afin de

combattre une menace qui, précisément par ces ressources énormes dirigées contre elle, gagne une légitimité et une importance symbolique accrue. Les analyses de type constructiviste permettent en effet de mettre

en lumière ce discours et ces politiques qui servent les intérêts des acteurs impliqués et, donc, de trancher dans une mesure plus pertinente sur l'amplitude réelle des problématiques sécuritaires autour desquelles se développent les narrations et les stratégies utilisées.

Enfin, les questions sécuritaires au Moyen-Orient sont conditionnées par la dimension identitaire, surtout par la dialectique compliquée entre les identités nationales et communautaristes – source constante de tensions et de conflits depuis la formation des Etats-nations dans la région. La sécurité sociétale au Moyen-Orient est touchée par cette hétérogénéité identitaire et pas les difficultés à faire compatibles et intégrées les identités particulières (sous- ou supra-étatiques) dans l'identité collective officielle, générée et gardée par l'Etat-nation. La multiplication des conflits identitaires dans la région, en fragilisant certains Etats (l'Irak, la Syrie, la Libye, le Yémen) et les attachements nationaux, font plus utile que jamais une herméneutique de type constructiviste de ces dynamiques, pour rendre intelligibles la construction des représentations collectives et des modalités concrètes par lesquelles les différentes communautés et groupes sociaux se rapportent à l'Etat et à l'identité nationale.

En dépassant le réductionnisme et la pauvreté épistémologique des compréhensions réalistes, le constructivisme offre un support explicatif plus cohérent et plus large pour la phénoménologie complexe des situations sociales, politiques et sécuritaires au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Toutefois, les analyses constructivistes restent encore peu prisées par les chercheurs et les spécialistes de la région, qui arrivent difficilement à s'approprier les concepts et les normes méthodologiques d'une discipline, à savoir les Études de Sécurité, entourée par une certaine méfiance scientifique. En ce qui concerne ceux qui agissent de l'intérieur du secteur des Études de Sécurité, il leur manque parfois le bagage spécialisé de l'orientaliste qui permettrait de comprendre toute la complexité et surtout l'amphibole des phénomènes analysés. D'où la nécessité d'un processus de synthèse, afin de rendre compatibles les démarches spécifiques des analyses sécuritaires et les approches spécialisées des chercheurs dans le domaine des *Middle Eastern Studies*: ces derniers ont le privilège d'une familiarisation avec le terrain, en apportant ainsi une connaissance du réel qui pourrait

surmonter la faiblesse des constructions conceptuelles des théoriciens de bureau³³.

Bibliographie

- Acharya, Amitav (1997), "The Periphery as the Core: The Third World and Security Studies", in Krause, Keith; Williams, Michael (eds.), *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, London: University College London Press, 299-327.
- Ayoob, Mohammed (1997), "Security in the Third World: the Worm About to Turn?" in *International Affairs*, No. 1, Vol. 60, 41-51.
- Balamir Coșkun, Bezen (2012), "Words, Images, Enemies: Macro-Securitization of the Islamic Terror, Popular TV Drama and the War on Terror" in *Turkish Journal of Politics*, No. 1, Vol. 3, 37-51.
- Björkdahl, Annika (2002), "Norms in International Relations: Some Conceptual and Methodological Reflections" in *Cambridge Review of International Affairs*, No. 1, Vol. 15, 9-23.
- Buzan, Barry (2006), "The 'War on Terrorism' as the new 'macro-securitisation'?" in *Oslo Workshop*, <http://rrii.150m.com/t08/Barry%20Buzan%20-%20The%20War%20on%20Terrorism%20as%20the%20new%20macro-securitisation.pdf>, 10 février 2019.
- Buzan, Barry (2007), *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era*, Colchester: ECPR Press.
- Buzan, Barry (2009), "Macro-securitisation and Security Constellations: Reconsidering Scale in Securitisation Theory" in *Review of international Studies*, No. 2, Vol. 35, 253-276.

³³ Louis Gordon, Ian Oxnevad, *Middle East Politics for the New Millennium: A Constructivist Approach*, Lanham: Lexington Books, 2016; Andrea Teti, "Bridging the Gap: IR, Middle East Studies and the Disciplinary Politics of the Area Studies Controversy" in *European Journal of International Relations*, No. 1, Vol. 13, 2007, pp. 117-145.

- Buzan, Barry (2009), "The Middle East through English School Theory", in Buzan, Barry; Gonzales-Pelaez, Ana (eds.), *International Society and the Middle East. English School Theory at the Regional Level*, London: Palgrave Macmillan, 24-44.
- Buzan, Barry; Waever, Ole (2003), *Regions and Powers: The Structure of International Security*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Buzan, Barry; Waever, Ole; de Wilde, Jaap (1998), *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Galia, Golan (1990), *Soviet Policies in the Middle East: From World War Two to Gorbachev*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Gordon, Louis; Oxnevad, Ian (2016), *Middle East Politics for the New Millennium: A Constructivist Approach*, Lanham: Lexington Books.
- Harik, Iliya (1990), "The Origins of the Arab State System", in Luciani, Giacomo (ed.), *The Arab State*, Berkeley: University of California Press, 1-28.
- Hashmi, H. Sohail (2009), "Islam, the Middle East and the Pan-Islamic Movement", in Buzan, Barry; Gonzales-Pelaez, Ana (eds.), *International Society and the Middle East. English School Theory at the Regional Level*, London: Palgrave Macmillan, 170-200.
- Hinnebusch, Raymond (2016), "The Politics of Identity in Middle East International Relations", in Fawcett, Louis (ed.), *International Relations of the Middle East*, Oxford: Oxford University Press, 155-175.
- Hough, Peter (2004), *Understanding Global Security*, Abingdon: Routledge.
- Jackson, Robert; Sorenson, Georg (2003), *Introduction to International Relations: Theories and Approaches*, Oxford: Oxford University Press.
- Karacasulu, Nilüfer; Uzgören, Elif (2007), "Explaining social constructivist contributions to Security Studies" in *Perceptions*, Vol. 12, 27-48.
- Kerr, Malcolm (1971), *The Arab Cold War: Gamal 'Abd al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, Oxford: Oxford University Press.
- Korany, Baghat (2016), "The Middle East Since the Cold War: the Multi-Layered (in)security Dilemma", in Fawcett, Louis (ed.), *International Relations of the Middle East*, Oxford: Oxford University Press.

- Korany, Bahgat; Noble, Paul; Bryen, Rex (eds.) (1993), *The Many Faces of National Security in the Arab World*, New-York: St. Martin Press.
- Lawson, Fred (2006), *Constructing International Relations in the Arab World*, Palo Alto: Stanford University Press.
- Legrenzi, Matteo; Calculli, Marina (2016), "Middle East Security: Conflict and Securitization of Identities", in Fawcett, Louis (ed.), *International Relations of the Middle East*, Oxford: Oxford University Press, 218-238.
- Little, Douglas (2008), *American Orientalism. The United States and the Middle East since 1945*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press.
- Lust-Okar, Ellen (2005), *Structuring Conflict in the Arab World: Incumbents, Opponents, and Institutions*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Malmvig, Helle (2014), "Power, Identity and Securitization in Middle East: Regional Order after the Arab Uprisings" in *Mediterranean Politics*, Vol. 19, Issue 1, 145-148.
- Peoples, Columba; Vaughan-Williams, Nick (2010), *Critical Security Studies. An Introduction*, Abingdon: Routledge.
- Price, Richard; Reus-Smit, Christian (1998), "Dangerous Liaisons? Critical International Theory and Constructivism" in *European Journal of International Relations*, No. 3, Vol. 4, 259-294.
- Reus-Smit, Christian (2002), "Imagining society: constructivism and the English School" in *The British Journal of Politics & International Relations*, Vol. 4, Issue 3, 487-509.
- Ryan, Curtis (2012), "The New Arab Cold War and the Struggle for Syria" in *Middle East Report*, Vol. 42.
- Shlaim, Avi; Yezid, Sayigh (eds.) (1997), *The Cold War and the Middle East*, Oxford: Clarendon Press.
- Teti, Andrea (2007), "Bridging the Gap: IR, Middle East Studies and the Disciplinary Politics of the Area Studies Controversy" in *European Journal of International Relations*, No. 1, Vol. 13, 117-145.

- Tibi, Bassam (1998), *Conflict and War in the Middle East. From Interstate War to New Security*, London: Palgrave Macmillan.
- Valbjørn, Morten (2009), „Arab Nationalism(s) in Transformation: From Arab Interstate Societies to an Arab-Islamic World Society“, in Buzan, Barry; Gonzales-Pelaez, Ana (eds.), *International Society and the Middle East. English School Theory at the Regional Level*, London: Palgrave Macmillan, 140-169.
- Wendt, Alexander (1999), *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.